

PARIS, le 27 Octobre 1970

Monsieur le Secrétaire Général et cher Camarade,

Depuis plusieurs semaines les étudiants sont rentrés dans les universités et doivent faire face à de graves problèmes. En effet la restructuration de l'université renforce la ségrégation sociale en multipliant les filières courtes, étroitement spécialisées. Loin de résoudre le problème des débouchés et de l'avenir des étudiants, elle les aggrave : elle lie les universités au patronat, et substitue à la nécessaire formation professionnelle, la formation à un emploi déterminé dont l'avenir est incertain. Les décrets ministériels se succèdent et renforcent la sélection.

Enfin les conditions de vie continuent de se dégrader : la valeur réelle des bourses a baissé de 40 % en quatre ans; dans le même temps le nombre des boursiers est passé de 1 étudiant sur 3 à 1 étudiant sur 6.

Les étudiants ripostent à cette situation. Sous l'impulsion des militants de l'UNEF qui œuvrent pour le renouveau syndical, les actions se multiplient dans les universités. Ainsi à Grenoble Sciences, à Nice Prépas, à Nancy Education Physique, à Paris Sorbonne, à Dijon Sciences, à Toulouse, et dans tous les restaurants universitaires. L'action revendicative des étudiants prend une signification nouvelle, compte tenu le caractère national des problèmes universitaires. C'est à dire à quel point les possibilités d'union des étudiants avec toutes les couches laborieuses de la Nation sont grandes. C'est dire aussi l'importance de cette union, qui devrait se concrétiser au niveau syndical.

Mais ces possibilités et l'action même des étudiants sont aujourd'hui entravées par la situation de l'UNEF. En effet, la direction liquidatrice et minoritaire, remet en cause jusqu'à l'existence du syndicat. Six semaines après la rentrée effective, elle refuse toujours de diffuser les cartes syndicales à tous les CA. Il s'agit là d'un fait inouï dans l'histoire du mouvement syndical, et dont la gravité ne peut vous échapper : Au refus des cartes s'ajoutent d'autres mesures antistatutaires : refus de réunir le collectif national, de valider les AGE, de réunir la commission de contrôle élue à l'unanimité par le 58^{ème} Congrès.

Certes c'est aux étudiants qu'il appartient de lutter pour résoudre cette situation. Mais par sa gravité elle concerne le mouvement syndical dans son ensemble. C'est pourquoi nous avons tenu à vous en informer, et nous sommes, si vous le désirez, à votre entière disposition pour de plus amples informations.

En agissant ainsi nous sommes sûrs de servir l'intérêt commun des étudiants, des enseignants et des travailleurs. En défendant l'existence même de l'UNEF, en luttant pour en faire un grand syndicat de masses, nous reflétons l'aspiration de dizaines de milliers d'étudiants et de millions de travailleurs. Il était donc de notre devoir de faire connaître cette aspiration aux organisations syndicales représentatives des salariés.

En espérant que cette information vous sera utile, nous vous assurons de notre plein soutien dans les actions syndicales. Nous vous prions de bien vouloir, agréer nos salutations respectueuses.

Guy KONOPNICKI

Membre de la Commission de Contrôle de l'UNEF

Au nom des 60 Comités d'Action UNEF et des AGE UNEF qui œuvrent pour le renouveau syndical.

P.S : Cette lettre est envoyée aux bureaux confédéraux de CGT, de la CFDT, de FO, au bureau fédéral de la FEN, aux bureaux nationaux des syndicats de la FEN, et au bureau national du SGEN. Elle sera par ailleurs communiquée à la presse.